



Grève aux finances le 23 mars 2010

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA se sont rencontrées le 18 février 2010. **Ensemble, elles ont constaté :**

- **L'aggravation de la crise économique et sociale.** Chômage, insuffisance du pouvoir d'achat des actifs et des retraités génèrent exclusion sociale et une paupérisation de plus en plus massive. De plus en plus, les besoins fondamentaux (santé, logement, éducation, formation, culture...), ne sont plus satisfaits du fait des attaques portées à l'encontre des services publics et d'intérêt général dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), de la Réforme Territoriale de l'Etat (REATE), de la Revue Générale des Prélèvements Obligatoires (RGPO)...
- **Le développement d'une insécurité sociale généralisée du fait des attaques :**
- Contre les droits et les garanties collectives des salariés avec notamment la casse du Statut de la Fonction Publique, avec une offensive « anti fonctionnaires » y compris dans les médias au sujet de la mobilité forcée, des licenciements et de la rémunération au mérite...
- Contre les systèmes de protection sociale obligatoires et complémentaires avec, aujourd'hui, une nouvelle tentative des pouvoirs publics et du patronat d'imposer de nouveaux reculs s'agissant du droit à la retraite...

A Bercy, les réformes incessantes, les suppressions d'effectifs, l'absence de revalorisation du pouvoir d'achat, la remise en cause « annoncée » du code des pensions, n'épargnent pas les agents des ministères. C'est pourquoi, ils attendent des réponses concrètes s'agissant :

- Des finalités, des contenus et des conditions de mise en œuvre des politiques et des missions publiques, dans le cadre d'un service public de pleine compétence et de proximité,
- De l'arrêt des suppressions d'emplois,
- Des conditions de vie au et hors du travail qui doivent être considérablement améliorées, y compris s'agissant des droits à l'action sociale, à l'hygiène, à la sécurité, aujourd'hui gravement menacés du fait des restrictions budgétaires.

- De leur pouvoir d'achat : revalorisation de la valeur du point d'indice, des régimes indemnitaires, refus de toutes les formes de rémunération au mérite (PFR, modulation...),
- De la reconnaissance de leurs compétences par un plan de qualification des emplois,
- De l'abrogation de la loi dite « mobilité »,
- Du maintien du code des pensions, du calcul sur les six derniers mois, de l'âge légal à 60 ans, de la prise en compte de la pénibilité et de la revalorisation de leur pension.

Dans un tel contexte, les fédérations des finances CGT, Solidaires, FO, CFDT, UNSA :

- Décident d'agir, ensemble et dans la durée, et conviennent de se réunir à nouveau, dès le lendemain du 23 mars, pour décider des suites de l'action en s'appuyant sur les mobilisations dans les administrations des ministères économiques et financiers pour que de réelles réponses soient apportées aux revendications des personnels.
- Apportent leur soutien plein et entier aux constructions unitaires en cours dans les différentes administrations de Bercy.
- Se déclarent attentives à toutes les initiatives et mobilisations interprofessionnelles ou / et Fonction Publique.
- **Appellent les agents des Finances, fonctionnaires, non-titulaires, actifs et retraités, à se mobiliser, par la grève et dans les manifestations, le 23 mars 2010, pour gagner sur leurs revendications.**